

FORMULAIRE DE DEMANDE D'INSCRIPTION

sur le registre nominatif des personnes fragiles et isolées

Je soussigné(e),

NOM : PRÉNOMS :

NÉ(E) LE : TÉLÉPHONE :

ADRESSE POSTALE :

POUR MOI-MÊME

Sollicite mon inscription sur le registre des personnes pour être contacté en cas de déclenchement du plan d'alerte et d'urgence consécutif à une situation de risques exceptionnels, climatiques ou autres.

En qualité de personne âgée de 65 ans et plus

En qualité de personne âgée de plus de 60 ans, reconnue inapte au travail

En qualité de personne handicapée

Pour être contacté en cas de déclenchement du plan d'alerte et d'urgence consécutif à une situation de risques exceptionnels, climatiques ou autres.

Personne de mon entourage à prévenir en cas d'urgence ;

NOM :

PRÉNOMS :

TÉLÉPHONE :

POUR UN TIERS

Agissant en tant que :

Membre de la famille

Voisin

Autre, précisez :

Sollicite l'inscription sur le registre des personnes fragiles et isolées de :

NOM :

PRÉNOMS :

TÉLÉPHONE :

En qualité de personne âgée de 65 ans et plus

En qualité de personne âgée de plus de 60 ans, reconnue inapte au travail

En qualité de personne handicapée

Pour être contacté en cas de déclenchement du plan d'alerte et d'urgence consécutif à une situation de risques exceptionnels, climatiques ou autres.

NOM :

PRÉNOMS :

TÉLÉPHONE :

J'atteste sur l'honneur l'exactitude des informations communiquées dans la présente demande.
Je suis informé(e) qu'il m'appartient de signaler aux services municipaux toutes modifications concernant ces informations, aux fins de mettre à jour les données permettant de me contacter en cas de déclenchement du plan d'alerte et d'urgence.

Je suis informé(e) que cette inscription est facultative et que ma radiation peut être effectuée à tout moment sur simple demande de ma part.

FAIT À LUC-SUR-MER, LE :

Signature :



DISPOSITIONS RELATIVES À LA LOI DU 6 JANVIER 1978

Lorsque les traitements relatifs à cette demande sont informatisés, ils sont soumis aux dispositions de la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 qui protège les droits et libertés individuels. Conformément à l'article 27 de cette loi, les personnes auprès desquelles sont recueillies des informations nominatives, sont informées que :

1 - Toutes les réponses aux différents questionnaires ne sont pas obligatoires. Toutefois, un défaut de réponse aux questionnaires obligatoires entrainera des retards ou une impossibilité dans l'instruction du dossier et l'enregistrement du demandeur.

2- Les destinataires des informations collectées sont exclusivement les administrations et organismes habilités à intervenir sous l'autorité du préfet en cas de déclenchement du plan d'alerte et d'urgence.

3- En tout état de cause, les personnes concernées ont un droit d'accès et de rectification des informations nominatives stockées ou traitées informatiquement. Le droit d'accès s'exerce auprès de tous les destinataires des données collectées.

Pour l'exercice de ce droit, il convient de vous adresser, en justifiant de votre identité, à Monsieur le Maire.

CETTE DEMANDE DOIT ÊTRE ADRESSEE à :
au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)
45 rue de la mer – 14530 Luc-sur-Mer